

Jean-Pierre COSSET

Droit des mesures d'exécution

Thomas DROUINEAU

D.E.A. de Droit Privé

D.E.S.S. Droit de la Construction et de
l'Urbanisme**Florent BACLE**DESS et Magistère Droit des
Techniques de l'Information et de la
Communication*Avocats Associés***Anne MEUNIER**Master II administration et gestion des
Collectivités Territoriales**Marion LE LAIN**Master II Droit de la Construction et de
l'UrbanismeMaster II Droit des Marchés Publics et
des Délégations de service public**Mélanie de LEUSSE**Master II Droit Fiscal
Master II Droit du Patrimoine
Professionnel**Jonathan MUÑOZ****SUÁREZ***Avocats*

Tél : 05-49-88-02-38

Fax : 05-49-88-98-96

drouineau.cosset@eurojuris.fr**24 Rue Arsène Orillard****BP 83****86003 POITIERS Cedex**

SCP au capital de 16 540 €

RCS POITIERS 305 811 986

NAF 6910 Z

Membre d'une association agréée, le
règlement des honoraires par chèque est
accepté.

N° intracommunautaire FR

7630581198600028



Commune d'AUSSAC VADALLE

Mairie

16560 AUSSAC VADALLE

PAR EMAIL UNIQUEMENT mairie@aussac-vadalle.fr

Poitiers le 9 août 2011

N.REF. 110493 TD/AM
AUSSAC VADALLE/EARL DE
VADALLE

V.REF. Monsieur Gérard LIOT

Monsieur le Maire,

Je fais suite à votre courriel du 8 août et vous en remercie.

Je comprends parfaitement que vous ayez réalisé les mesures prévues au 2° de l'article L1123-1 du CG3P au regard de la complexité des procédures et de votre souhait d'acquiescer le bien en toute transparence.

A l'appui des éléments que vous m'apportez, il m'apparaît que la trésorerie vous a induit en erreur en pensant que les taxes foncières n'étaient pas acquittées.

Surtout, il m'apparaît qu'il ne faut pas que nous justifions l'acquisition du bien par la commune dans le cadre du 2° de l'article L 1123-1 du CG3P puisque toutes les notifications obligatoires n'ont pas été réalisées.

Si nous nous concentrons sur le 1° de cet article L 1123-1 du CG3P, nous devons établir qu'aucun successible n'était intéressé par la succession.

Avez-vous des documents, échanges de courriers, démontrant que vous avez effectivement pris contact avec la famille de Monsieur BIGOT résident sur la commune, et que seuls les 3 noms des enfants vous ont été donnés ?

De même, avez-vous des copies de courriers établissant que vous avez pris contact avec ces enfants, qui vous ont fait part de leur position ?

Je vous remercie de bien vouloir m'apporter tout élément.

A défaut de ces pièces, je crains que la procédure qui a été suivie ne puisse être considérée comme régulière.

En effet, s'il est important de noter que la commune peut acquérir le bien en raison d'une succession ouverte depuis plus de 30 ans, la condition d'une acquisition régulière est que le défunt soit décédé :

- soit sans héritier, mais tel n'est pas le cas dans la présente affaire,
- soit en laissant des héritiers qui n'ont pas accepté la succession, tacitement ou expressément dans ce délai de 30 ans et dans cette hypothèse il faut justifier de vos démarches


Je vous remercie de vos diligences pour pourvoir m'apporter vos réponses, dans la mesure du possible accompagnées des copies des courriers en question.

A l'appui de ces éléments, ou de leur absence, une stratégie devra être adoptée pour apporter une réponse à l'EARL de Vadalle.

Je vous précise à cette occasion que je pars en congés le 12 août prochain et que Maître Thomas DROUINEAU sera pour sa part de retour de congés le 23 août.

Veillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes meilleurs sentiments.

A. MEUNIER

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'M' with a vertical line through it, and a horizontal line at the bottom.